

L'EMIGRATION ITALIENNE - ASPECTS SOCIAUX

par G. Mottura et E. Pugliese

in quate
uscita

A son stade actuel de développement, l'Italie assiste à une évolution correspondante de ses structures sociales et économiques, surtout dans les régions méridionales. Depuis quelques années, on a pu observer un renforcement des caractères de l'émigration, parallèlement aux modifications des structures économiques et du marché du travail. Cet article se propose d'en analyser les conséquences sociales.

Il y a plusieurs millions de citoyens italiens à l'étranger. La plupart vivent dans des pays européens où, à l'exception de la France et de la Belgique, l'immigration italienne est presque entièrement constituée par la main-d'oeuvre. Le nombre total de citoyens italiens vivant dans les pays de la Communauté Economique Européenne est de 1.449.650. Plus de 700.000 vivent ou travaillent en Suisse en tant que frontaliers. Mais pour la plupart des régions de l'Italie du Sud, ceci n'est qu'un des débouchés de l'émigration: une autre voie, tout aussi importante, bien que ses caractéristiques soient différentes, conduit aux régions italiennes dont l'industrialisation est développée.

Le cadre historique de l'émigration italienne

Avec des destinations différentes, de diverses particularités et conséquences sociales sur le contexte local, la migration a toujours fait partie de la vie du sud de l'Italie.

Comme chacun sait, l'Italie est un pays dont l'économie, dès le début de l'unité nationale, s'est développée selon un modèle dualiste caractérisé par la concentration des investissements industriels dans les régions septentrionales, et une structure agraire dominante dans les autres régions, en particulier celles du sud. Là, les structures productives accusaient un énorme retard, à la fois dans le domaine de l'agriculture, où dominaient les systèmes de latifundia et minifundia, et dans l'industrie, évincée par la concurrence du nord du pays et de l'étranger, et où seules de petites unités industrielles, pourvoyant à un marché local et au niveau technique médiocre, avaient pu se maintenir. Par conséquent, le niveau de vie et celui de la consommation étaient extrêmement bas et un chômage chronique, latent ou manifeste, prédominait.

Avec la pression démographique croissante, cette situation provoqua, au cours des dernières décennies du siècle passé et pendant les premières années de ce siècle, (jusqu'au commencement de la première guerre mondiale), une très

forte vague migratoire dirigée presque exclusivement vers les autres continents. Cette vague atteignait son maximum à la veille de la première guerre mondiale: dans la seule année 1913, 872.598 Italiens quittèrent leur pays, et parmi eux, 556.325 allèrent en Amérique.

Cependant, l'hémorragie qui se produisit au cours de ces années ne changea pas la situation sociale des régions concernées: d'abord parce que le courant des investissements n'avait pas été modifié (ceux-ci continuant à se concentrer surtout dans les régions du nord-ouest et, à une échelle plus réduite, dans celles du centre-nord); ensuite parce que - étant donné cette situation - l'épargne accumulée par les émigrants, rapportée et investie dans une affaire dont les techniques étaient périmées et qui restait stagnante, n'avait d'autre effet que d'améliorer la condition sociale individuelle des intéressés dont les plus heureux devenaient de simples rentiers. Ceci signifie que les chiffres relatifs aux aspects sociaux ne contrastaient guère avec la situation d'origine.

Le caractère de cette vague migratoire est extrêmement différent de celui du mouvement actuel, étant donné le contexte économique et social dans lequel elle se produisit et les relations différentes que les émigrants gardaient avec leur lieu d'origine. Les trois aspects qui différencient le plus nettement cette émigration outre-mer de l'émigration actuelle en Europe sont les suivants:

1. l'impact limité des effets de la migration sur le contexte local, malgré le caractère massif du phénomène;
2. le caractère de mobilité sociale qui agissait d'une manière différenciée: ceux qui étaient revenus en ayant réussi changeaient individuellement de catégorie sociale, mais s'établissaient dans une position qui restait relativement statique et qui se caractérisait toujours par une faible mobilité sociale;
3. le fait qu'à l'exception de quelques rares cas particuliers de "frontaliers d'outre-mer", qui étaient allés plusieurs fois en Amérique, il n'y avait en général, qu'un départ et que le retour, ou le transfert, se faisait "pour de bon".*

* Les documents traitant de la vie sociale du Sud contiennent beaucoup de ces chiffres concernant les personnes qui sont revenues après une émigration considérée comme un succès ou comme un échec. D'autre part, il est surprenant de trouver dans la littérature sociologique américaine moderne une interprétation qui surestime les effets de l'émigration outre-mer (en particulier aux U.S.A.) sur l'évolution sociale du pays et sur la mobilité sociale. Un exemple type de cette exagération est l'ouvrage de J. Lopreato "Peasant no more; social classes and social changes in an underdeveloped country" (Ne plus être paysan; classes sociales et évolution sociale d'un pays sous-développé), Chandler, 1967. A part les erreurs méthodologiques qui, au cours d'une recherche empirique, pourraient avoir conduit à des conclusions inexactes, la principale confusion vient de ce qu'on a accordé trop d'importance à l'émigration et qu'on n'a pas fait de distinction entre les différents débouchés migratoires (l'ancien, vers l'Amérique, et le nouveau vers les autres pays européens) dont les origines, les caractères et les effets sociaux sont très différents.

Pendant les vingt années de la dictature fasciste, comme on le sait, étant donné les lois spécifiques interdisant et limitant les migrations internes et externes, un net fléchissement du phénomène se fit soudain remarquer, dont l'effet immédiat fut une chute du pouvoir d'achat des travailleurs du sud au seul profit des propriétaires terriens.

Cette politique ne dura pas longtemps. Avec la chute du régime fasciste et le début de la république, les dirigeants changèrent à nouveau leur politique en ce qui concerne l'émigration, explicitement encouragée par les hommes d'état de cette époque comme moyen de combattre le chômage et d'importer des devises fortes. *

A la fin des années quarante, une reprise intensive de l'émigration outre-mer se manifesta "non seulement vers les destinations traditionnelles des Etats-Unis, du Brésil et de l'Argentine, mais aussi et surtout vers de nouvelles destinations comme le Venezuela, le Canada et l'Australie". **

Une des caractéristiques de cette nouvelle vague migratoire est qu'elle est en grande partie organisée et encouragée par l'Etat. Malgré cela, pour beaucoup d'émigrants, cette expérience outre-mer se solda par une tragédie personnelle et par un échec. Dès que la situation du marché du travail s'améliora en Europe et que de nouveaux débouchés migratoires furent ouverts, l'émigration outre-mer fut peu à peu abandonnée. ***

Prenant naissance en 1956-1957, un nouveau courant, qui prévaudra au cours de la décennie suivante, se dégage et prend quantitativement de l'importance: l'émigration vers d'autres pays d'Europe occidentale, partant des régions italiennes les plus pauvres vers les plus riches. Ce nouveau courant - au moins en tant que phénomène de masse intéressant tout le pays - apparaît comme une nouveauté, si on le compare avec toutes les autres expériences migratoires.

Etant donné l'importance et la durée de cette expérience qui - malgré quelques tendances différentes qui se sont exercées au cours de ces dernières années - continue à dominer l'image de l'émigration italienne, il convient d'en relever les caractéristiques et l'évolution les plus remarquables.

L'émigration italienne vers l'Europe occidentale

Alors que les départs pour les pays d'outre-mer étaient considérés comme

* Cf. A. Fontani - *Gli Emigranti*, Editori, Riuniti, Rome, 1962. Chapitres II et III.

** Cafiero - *Le migrazioni meridionali*, SVIMFZ, Roma, 1964.

*** Etant donné la "capacité décroissante d'attraction et de réception des pays d'outre-mer" et "l'économie à croissance rapide des pays de la C.E.E. offrant de nouveaux débouchés sous quelques aspects plus favorables à l'émigration méridionale", Cf. Cagiero, loc. cit., cette tendance fut considérée comme définitive par de nombreux auteurs qui ont étudié les migrations du début des années 60. Mais l'évolution récente - comme le montreront les pages suivantes - contredit cette théorie.

définitifs (ou devaient au moins durer une longue période), cette nouvelle vague apparaît d'emblée temporaire et provisoire.

La résidence à l'étranger dure rarement plus d'une année et elle alterne avec un retour qui peut être de plusieurs mois, au cours desquels toutes les occasions possibles de travailler dans le pays peuvent être saisies.

Le fait qu'il est rare que la famille s'en aille au complet et la solidité des liens qu'elle entretient avec les émigrés montrent que les départs sont subjectivement considérés comme temporaires. Contrairement à ce qui arrivait fréquemment au moment des "départs pour l'Amérique", il est tout à fait exceptionnel que les liens familiaux soient rompus et le retour au sein de la famille semble être un objectif majeur. Cette attitude générale est favorisée par le fait que les distances sont beaucoup plus courtes que dans le cas de l'émigration outre-mer et par la pratique des départs de courte durée. Ces facteurs expliquent également l'augmentation des mouvements de ces émigrants: les années d'émigration intensive, sur deux à trois cent mille personnes qui quittent le pays, la moitié au moins revient.

Un autre signe de la force des liens que les émigrants gardent avec leur lieu d'origine est l'importance des sommes envoyées, qui augmentent peu à peu jusqu'à devenir, dans certaines villes, la principale source de revenu. * Le montant total des sommes rapportées s'est élevé, selon le *Ufficio Italiano Cambi* (Office des Changes Italien) de 187.312.000 dollars en 1957, au début de cette vague migratoire, à 673.632.000 dollars en 1965. **

D'autre part, ce attachement est provoqué par l'extrême discrimination qui s'exerce sur les travailleurs étrangers dans les pays d'immigration. Ceci est un point assez critique parce que dans les pays d'immigration, les groupes de pression ayant affaire avec les immigrants, tels que les syndicats, ont tendance à attribuer le manque d'intégration à l'attachement au pays d'origine et à la mauvaise volonté devant l'effort à fournir pour s'intégrer. *** Les aspects culturels et socio-psychologiques du défaut d'intégration demandent encore des études approfondies. Mais il serait d'une aide précaire d'invoquer des facteurs culturels pour expliquer le manque d'intégration dans une localité comme Wolfsburg (République Fédérale d'Allemagne) où, selon le livre blanc de la FILEFFEF

* Dans l'étude de Cafiero qui se base sur des enquêtes menées dans 20 villes, le montant annuel moyen de la contribution envoyée par un seul émigrant était de l'ordre de 800 dollars. L'auteur estimait que ce montant était double de celui du revenu moyen d'un travailleur agricole du pays.

** Cf. A. Fontani, "Dimensioni e aspetti del fenomeno migratorio", *Critica Marxista*, 5-6, 1971. L'auteur indique et démontre que les statistiques sous-estiment le montant réel des sommes envoyées.

*** Cf. Adaptation à l'industrie des travailleurs ruraux et étrangers. Rapport final de l'O.C.D.E., 1965.

(Fédération d'immigrants italiens et de leurs familles). "à l'entrée des baraquements de Volkswagen qui servent de logement à sept mille travailleurs italiens, il y a un policier en faction à la porte. Quiconque vient rendre visite à son frère ou à un ami doit déposer son passeport et tout autre document. Les papiers ne sont restitués que lorsque le visiteur a quitté ses compatriotes et s'éloigne des lignes à haute tension qui entourent plus de cent baraques". *

La discrimination qui s'exerce à l'étranger, comme plusieurs enquêtes l'ont mis en évidence, a été signalée de pair avec le manque d'assistance nécessaire aux émigrants dans leur propre pays. Si l'on peut prétendre que l'Italie a suivi une politique favorable à l'émigration au cours des dernières décennies, on ne peut pas dire qu'il s'agissait d'une politique favorable aux émigrants. **

Aucune aide n'a jamais été apportée aux futurs émigrants par des cours de préparation et de formation professionnelle. Le problème de la langue est l'un des plus difficiles que doit affronter l'émigrant lui-même. Par conséquent, en Suisse, seuls 20% des immigrants savent couramment la langue locale; 60% la connaissent de manière limitée, et le reste, soit 20%, n'en a aucune notion. *** Puisque l'on peut prévoir un accroissement de la main-d'oeuvre saisonnière (c'est-à-dire ceux dont les possibilités d'intégration sont les plus limitées), il y a de bonnes raisons de croire que le problème de la langue se fera aussi davantage sentir.

Même dans les cas où une assistance à l'émigration leur avait été offerte, les travailleurs italiens préféreraient compter sur leurs propres capacités ou sur une aide privée (par exemple s'informer auprès d'amis et de parents qui avaient déjà émigré). Il suffit de penser que pendant les années d'émigration très intensive, en Suisse et en Allemagne, beaucoup d'émigrants quittèrent le pays avec un passeport de touriste afin d'échapper au contrôle des autorités de l'immigration. Selon une étude de l'un des auteurs du présent article, sur plusieurs centaines d'émigrants provenant d'une ville de Calabre qui ont quitté le pays, seuls quel-

* FILEFFEF, "Livre Blanc sur les migrations", citation de Paese Sera, août 1971.

** Le jugement exprimé par Rossi-Doria au sujet de l'exode rural (et qui peut s'appliquer à toute migration) est significatif: "Lorsqu'on écrira l'histoire de ces dernières années, il faudra porter un jugement très sévère sur la carence des mesures publiques dans ce secteur. A une époque de prétendue sécurité sociale, nous avons laissé s'opérer sans assistance spéciale et organisée cet énorme transfert de main-d'oeuvre de leur lieu d'origine à de nouveaux lieux de travail, d'activités agricoles traditionnelles à des activités extra-agricoles, du pays natal à des pays étrangers. Personne ne peut considérer comme suffisantes les rares interventions des quelques organisations concernées". Cf. M. Rossi-Doria, "Esodo rurale e ricostruzione dell'agricoltura meridionale". *Mondo Economico*, XX, 35, septembre 1965.

*** Cf. G. Blumer, *L'emigrazione italiana in Europa*, Feltrinelli, 1970.

ques-uns sont partis avec un passeport d'immigrant et ont établi leur résidence à l'étranger. Au maximum de ce flux migratoire, entre 1961 et 1963, moins de 50 personnes émigrèrent officiellement de cette ville à l'étranger. Mais au cours de cette même période, 50 passeports touristiques furent délivrés à des ouvriers agricoles et à des travailleurs sans qualification, 40 à des ouvriers qualifiés, 15 à des cultivateurs, 5 à des conducteurs de tracteur, 40 à des mères de familles des classes laborieuses. On peut affirmer avec suffisamment de certitude que tous ces passeports ont été délivrés à des émigrants. * Ces renseignements, concernant une seule ville méridionale peuvent être généralisés et donner ainsi une idée du caractère spontané et désorganisé de l'émigration italienne en Europe. Pour cette raison, toutes les statistiques quantitatives sur l'importance du phénomène doivent admettre une marge d'erreur. Cependant, pour mieux mettre en lumière les considérations qui viennent d'être données et celles qui suivront, les tableaux n° 1 et n° 2 donneront peu d'informations quantitatives. Si ces renseignements ne reflètent pas exactement l'importance du phénomène, ils servent à en indiquer les tendances.

Comme le montrent ces tableaux, l'émigration vers les pays européens, déjà considérable en 1958 étant donné l'importance relative des débouchés traditionnels de la France et de la Belgique, atteint son maximum en 1961 (avec 329.597 départs et une balance migratoire de 147.101 unités).

Ce flux s'est maintenu jusqu'en 1966, bien que la balance migratoire annuelle eût commencé à décroître en 1962, pour arriver à de très faibles niveaux au cours de ces dernières années. Une particularité de ce courant est qu'il ne dépend pas beaucoup des phases d'expansion ou de récession économique nationale, ni de la situation de la région abandonnée pour l'exode, où les conditions de vie et le marché du travail sont si défavorables que la poussée s'exerce d'une manière continue et persistante.

Il est au contraire fortement influencé par la situation économique et le climat politique des pays d'immigration. **

Pour les pays d'immigration, l'avantage de cette émigration "temporaire" est qu'elle permet de régulariser facilement le marché du travail: par exemple, lorsque la reconversion d'une unité de production demande un licenciement de main-d'oeuvre temporaire ou définitif, il est extrêmement facile de prendre des mesures administratives pour renvoyer dans leur pays un certain quota d'immi-

* Cf. E. Pugliese, *Le trasformazioni socio-economiche di un paese di Calabria: Castrovillari*. Thèse de diplôme non publiée. Istituto di Economia Agraria, Portici, 1965.

** En 1964, la récession économique (et le décroissement du nombre des emplois qu'elle a entraîné dans l'industrie) a causé une diminution de l'exode rural et une augmentation du nombre des travailleurs agricoles. En même temps, il n'y a pas eu de changement correspondant dans le flux migratoire. Au contraire, la récession économique allemande (1966-67) a eu des effets très nets sur le flux migratoire. Au cours de ces années, le nombre des départs d'émigrants en Allemagne fut inférieur au nombre des retours (Cf. tableau n° 2).

Tableau n° 1

Emigration totale (nombre de départs)

	Suisse	Allemagne	Europe	Pays d'outre-mer
1958	111.334	11.698	236.707	97.454
1959	63.770	32.350	169.280	75.647
1960	128.257	100.544	307.876	74.032
1961	142.114	114.012	329.597	57.526
1962	143.054	117.427	315.795	49.816
1963	122.018	81.261	235.134	42.477
1964	111.863	75.210	216.498	41.984
1965	103.159	90.853	232.421	50.222
1966	104.899	78.343	219.353	78.141
1967	69.407	47.178	166.698	62.567
1968	81.206	51.152	158.462	57.241

Source: Annuario statistico italiano ISTAT Roma, années
1959, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 1970.

Tableau n° 2

Balance migratoire annuelle (retours - départs)

	Suisse	Allemagne	Europe	Pays d'outre-mer
1958	— 7.025	— 2.531	— 67.360	— 53.712
1959	— 17.120	— 7.950	— 45.795	— 51.801
1960	— 66.432	— 38.050	— 141.462	— 48.197
1961	— 45.414	— 65.996	— 147.101	— 29.826
1962	— 37.032	— 47.827	— 105.220	— 31.301
1963	— 15.701	— 7.995	— 28.449	— 28.012
1964	— 17.918	— 16.311	— 42.288	— 26.026
1965	— 11.537	— 21.368	— 44.482	— 41.785
1966	— 10.779	+ 542	— 18.434	— 71.572
1967	— 9.025	+ 9.698	— 4.360	— 55.576
1968	— 7.982	— 7.750	— 16.014	— 49.672

Source: Annuario Statistico Italiano - ISTAT Roma - Années;
1959, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 1970.

grants qui n'ont pas à protester.

De cette manière, on peut obtenir un effet de diminution du nombre total

des emplois sans augmenter le taux de chômage dans les pays d'immigration. Cet effet - qui peut paraître contradictoire - comporte beaucoup d'avantages politiques et sociaux pour les pays d'immigration: dans ce cas, la diminution des emplois ne provoquera pas de réactions défavorables parmi les travailleurs locaux qui, au contraire, pourront avoir l'impression d'obtenir une amélioration relative de leurs propres conditions.

D'autre part, cette manière particulière de régulariser le marché du travail a renforcé le sentiment de frustration des travailleurs étrangers, en encourageant leur conception subjective du caractère temporaire et transitoire de cette expérience migratoire.

En conclusion, les caractéristiques fondamentales de ce flux migratoire, qui à leur tour expliquent les crises et les tendances récentes que présentent ce phénomène, sont les suivantes:

1. son caractère massif qui le rend presque comparable, dans le cas de certaines régions méridionales, à la vague migratoire outre-mer au tournant de ce siècle;
2. son caractère "temporaire", ou plutôt la répugnance absolue qu'éprouvent la grande majorité des immigrants à le considérer comme une solution définitive;
3. le maintien de solides liens avec la famille et avec la ville d'origine;
4. le caractère limité de la mobilité sociale individuelle, en ce qui concerne l'expérience migratoire, malgré l'amélioration générale du niveau de vie et du pouvoir d'achat des familles d'émigrants;
5. la faiblesse des structures d'accueil des pays d'immigration, qui contraignent les immigrants à mener une vie à part;
6. le fait que le flux migratoire dépend de la conjoncture politique et économique des pays d'immigration;
7. le fait que les populations d'immigrants sont constituées dans leur grande majorité de travailleurs, dont les perspectives de retrouver la famille sont subjectivement liées à une aspiration à retourner au pays.

Crise de la phase "transitoire" de l'émigration italienne vers d'autres pays européens et reprise du courant migratoire outre-mer

Ce sont surtout les deux derniers aspects qui viennent d'être mentionnés qui expliquent la balance particulièrement négative de l'émigration italienne vers d'autres pays européens. Après douze ans d'expérience de la vie d'immigrant (dont deux au moins passés dans le pays, en plusieurs périodes), les émigrants de l'Italie du Sud se retrouvent à leur point de départ. Entre temps, la situation générale, en ce qui concerne les chances de succès apportées par l'émigration, s'est détériorée, tant dans la région d'origine que dans les pays d'immigration.

Dans la première, la situation économique générale n'a pas évolué de manière à favoriser le retour des immigrants; dans les autres, la politique économique et sociale récemment menée par les gouvernements en matière d'immigration est

telle que les émigrants entrent davantage en concurrence les uns avec les autres.

En Allemagne, les événements qui ont marqué le marché du travail en 1966-67 et dont les effets ont été particulièrement ressentis par les travailleurs italiens, dont beaucoup furent renvoyés chez eux, ont clairement mis en évidence le caractère précaire de l'émigration dans ce pays.

En Suisse, d'une part le mouvement raciste Schwarzenbach a été battu par l'électorat suisse*, d'autre part, l'appui extraordinairement massif qu'il a reçu indique assez clairement l'attitude générale envers les "Fremdarbeiter" dont la majorité est italienne. La même contradiction peut être observée dans la politique du gouvernement suisse en matière d'immigration: d'une part, la dépendance absolue de l'économie nationale sur la main-d'oeuvre étrangère ne permet pas d'exercer une politique anti-immigration; d'autre part, les risques politiques causés par la présence d'une classe laborieuse étrangère croissante et sur-exploitée impose des mesures restrictives. Jusqu'à présent, le résultat de cette contradiction a été une solution de compromis, soit la décision "d'interdire, à partir du 20 mars 1970, l'entrée de main-d'oeuvre étrangère en Suisse, à l'exception d'un quota annuel de 40.000 unités destiné à compenser les départs que l'on prévoit beaucoup plus nombreux".** Au même moment, les récentes manifestations de xénophobie ouverte et violente reçurent beaucoup d'échos dans la presse italienne, de sorte que ce pays exerce beaucoup moins d'attrait que par le passé. En conclusion, on peut dire qu'à la fois par suite de mesures plus restrictives et d'un effet d'attraction plus restreint, le flux migratoire vers la Suisse ne sera en aucune manière comparable à celui des années soixante, et il n'est pas difficile de prévoir que, dans les années à venir, la balance migratoire sera positive ou au moins équilibrée.

C'est dans cette optique que la reprise du courant migratoire vers les pays d'outre-mer doit être comprise. La balance migratoire avec ces pays, qui était très faible dans la première moitié des années 60, s'est considérablement élevée de 1966 à 1968 et est arrivée au double de la balance migratoire avec les autres pays européens pendant la même période.

De plus, ces départs peuvent être considérés comme définitifs si l'on examine le nombre limité des retours et le fait que non seulement les travailleurs partent, mais aussi leurs familles.

Cependant, si la balance migratoire est très élevée, le nombre total des départs reste relativement modeste. Le stade actuel est en effet caractérisé par une défiance croissante envers les débouchés européens traditionnels, mais en même temps par une certaine perplexité en ce qui concerne une nouvelle aventure outre-mer, considérée comme définitive.

* En juin 1970, un référendum fut organisé en Suisse pour voter la loi constitutionnelle "Pour protéger le Peuple et la Patrie contre l'influence excessive venue de l'étranger", afin de réduire le nombre des étrangers à 10% de la population totale.

** Cf. G. Blumer, op. cit., p. 67.

En résumé, on peut dire que l'émigrant potentiel italien a compris qu'il doit partir, mais faute d'expériences convaincantes, il ne sait pas encore où aller, ou, au moins, où il lui serait plus profitable de se rendre.

On ne peut pas prendre la décision de s'en aller en Australie ou au Canada aussi facilement que celle de se rendre dans un pays européen. Dans ce dernier cas, l'émigrant pourra très facilement retrouver des parents ou des amis à l'endroit où il se rend: il pourra revenir plusieurs fois par an pour raisons de famille; avant de partir, il pourra obtenir, sans passer par les voies officielles, toutes informations concernant les conditions de travail et le mode de vie; finalement, en cas d'échec de son expérience d'émigration, il n'aura pas besoin de plus de 30 ou 40 dollars pour revenir chez lui.

Si l'on pense à ces inconvénients relatifs de l'émigration outre-mer, et en particulier au fait qu'elle comporte des risques plus grands, on peut se rendre compte dans quelle mesure la reprise en elle-même de ce courant migratoire montre que les espoirs placés dans l'émigration en Europe ont été déçus.

Migrations internes

Le tableau des tendances et des perspectives de l'émigration italienne serait incomplet s'il ne mentionnait les courants migratoires internes, dont les caractéristiques sont quelque peu différentes.

Les différences fondamentales sont, d'une part, le caractère définitif du transfert (comportant la perspective de l'arrivée de la famille au lieu choisi pour l'immigration) et, d'autre part, le fait que dans le cas des migrations internes, la concurrence entre les travailleurs est plus forte.

Ce dernier aspect est devenu plus évident après la profonde crise subie par l'économie nationale de 1963 à 1965, au moment où s'effectuait la restructuration de l'industrie du nord qui, parce qu'elle demandait un niveau technologique plus élevé, a rendu plus sélective la demande en main-d'oeuvre. Les travailleurs les plus jeunes et les mieux qualifiés émigrent vers les régions du nord et gênent considérablement ceux des ouvriers locaux qui présentent moins d'atouts pour soutenir leur concurrence, dans un marché du travail qui, selon le point de vue de la main-d'oeuvre, se détériore d'une manière chronique.*

Pour les débouchés migratoires internes, le principe de sélection a été amené à jouer un rôle plus important qu'ailleurs en Europe. Cependant, si l'on fait une comparaison dès le point de départ, on peut dire que quiconque ne peut soutenir la concurrence sur le plan national pourrait encore se tourner vers le réseau européen d'émigration: même un ouvrier agricole analphabète de plus de quarante ans pourrait trouver un emploi sans qualification dans l'industrie de la construction ou les chemins de fer.

Cette infériorité devant la concurrence a évidemment des répercussions

* M. Paci, "Migrazioni interne e mercato capitalistico del lavoro", *Problemi del Socialismo*. Déc., 1970.

sur le plan humain: au lieu de la perspective d'une installation définitive menant au déménagement et au changement de statut social de toute la famille, il faut vivre dans de sordides baraques, qui appartiennent souvent aux employeurs, afin d'économiser le plus possible, avec l'espoir d'une vie meilleure chez soi au retour.

Il est beaucoup plus difficile aux émigrants internes de réaliser des économies, parce que leurs salaires sont moins élevés et qu'ils vivent d'une manière moins isolée. Dans ce cas (en particulier pour les gens mariés) a primé la recherche d'un logement convenable pour y vivre et y passer ses loisirs. Mais il n'est pas rare que cette attente ait été déçue, étant donné la carence extrême des structures d'accueil. Et ceci n'est qu'un des aspects les plus manifestes: en effet, compte tenu des conditions qui les ont accompagnées, les migrations internes ont souvent été un déracinement du lieu d'origine, comportant des difficultés d'intégration lorsqu'il s'agissait de zones d'immigration à peine différentes de celles des pays étrangers européens.*

La concurrence, ainsi que la faiblesse des structures d'accueil expliquent également le caractère particulier de ce flux migratoire qui, tout en se manifestant par des départs définitifs, est surtout constitué par de la main-d'oeuvre.

Selon les études menées dans les régions d'immigration, la main-d'oeuvre représente plus de 50% de l'immigration totale,** alors que, d'après les statistiques nationales, la population active représente moins d'un tiers de la population globale.

De plus, puisqu'une sélection plus sévère s'exerce, cette main-d'oeuvre est maintenant constituée de jeunes travailleurs, souvent célibataires, qui ont tendance à relâcher leurs liens avec leur famille lorsqu'elle ne les a pas suivis. Pour les régions d'émigration, le résultat est d'augmenter le poids relatif de la main-d'oeuvre moins valide et de la population non-active, avec toutes les conséquences sociales que cela implique.

La situation sociale dans les zones d'émigration

Les conséquences sociales d'un mouvement de population aussi massif vers des destinations internes et externes, sont évidemment notables. Mais pour interpréter l'orientation et les raisons des transformations sociales survenues, malgré le fait que ce phénomène migratoire de masse n'ait pas entraîné de modifications radicales dans la structure sociale et dans les rapports de classes, il faut également examiner l'évolution des structures économiques et du marché du travail dans les régions d'émigration (surtout le Sud). Là, en dépit de l'augmentation des investissements publics et privés, le marché du travail ne s'est pas amélioré, et la poussée migratoire continue à s'exercer de manière persistante.

* Pour l'analyse des difficultés et des conflits soulevés par ces problèmes, Cf. G. Fofi, "L'immigrazione meridionale a Torino", Feltrinelli, Milano, 1964.

** M. Paci, op. cit.

Le processus capitaliste de développement concerne également l'agriculture et l'industrie. Dans le premier secteur, la crise de l'agriculture paysanne pousse de plus en plus vite vers le marché du travail les petits travailleurs agricoles qui ne trouvent pas d'emploi dans les fermes capitalistes hautement mécanisées. Le second secteur se caractérise par un processus de concentration et par l'emploi croissant d'une technologie conçue pour économiser de la main-d'oeuvre. Par conséquent, le nombre total d'ouvriers d'industrie qui ont été rejetés du processus de production par la crise des petites industries traditionnelles est supérieur au nombre de ceux qui sont employés dans les usines nouvellement créées. * Il est facile de comprendre comment, dans une telle situation, l'émigration italienne à l'étranger - si l'on ne tient pas compte des désirs subjectifs des émigrants - n'implique pas, pour la grande majorité des émigrants l'éventualité d'un retour permettant d'utiliser les qualifications acquises à l'étranger. Les statistiques nationales sur la matière expliquent très bien cette situation (voir Tableau n° 3): plus de 80% de ceux qui travaillaient dans l'agriculture avant leur départ et qui sont rentrés dans leur région sont refoulés dans ce secteur, alors que presque 60% de ceux qui n'avaient pas d'emploi du tout ne trouvent pas non plus de travail à leur retour. Les possibilités d'emploi en relation avec l'investissement des économies réalisées et la contribution des émigrants ne sont guères plus grandes. Le jugement porté par Rossi-Doria en 1965, à savoir que "l'épargne durement amassée pendant la période d'émigration est aujourd'hui dépensée en investissements superflus (voitures, appareils électro-ménagers) ou en investissements traditionnels (maisons et terrains) sans utilité pour l'avenir de ces travailleurs" est toujours valable. **

Les minces chances de trouver un emploi dans les activités locales nouvellement créées et le caractère temporaire et irrégulier de l'émigration italienne vers les pays européens expliquent aussi en partie pourquoi, dans le secteur paysan du sud, l'émigration n'a pas entraîné l'abandon définitif de l'activité agricole par les familles entières, mais seulement le départ de leurs membres les plus jeunes et les plus actifs. Comme le montre le tableau n° 4, le pourcentage de familles ayant abandonné l'activité agricole est beaucoup plus faible que celui des personnes ayant quitté ce secteur. En effet, les émigrants sont très réticents à se défaire de leurs propres terres qui, dans le passé, avaient représenté un minimum vital garanti, et ils ne sont pas convaincus que l'expérience de l'émigration soit une alternative valable.

* Cf. G. Mottura, "Verso una riduzione dell'intervento?", *Economica Pubblica*, I, 1, 1971.

Il suffit de penser qu'en Campanie (une des régions méridionales ayant bénéficié dans une large mesure des investissements industriels réalisés ces dernières années dans le Sud), selon le chiffre officiel, les emplois industriels ont diminué de 20.000 unités entre 1965 et 1969.

** Cf. M. Rossi-Doria, *op. cit.*, p. 30.

Tableau n° 3

Pourcentages de répartition, par secteur d'activité économique, des emplois des émigrants, avant leur départ et après leur retour.

	Avant le départ	Après le retour					
		Employés				Sans emploi	Total
		Agr.	Ind.	Autres	Total		
Employés	73,1	34,8	48,5	9,1	92,4	7,6	100
Agr.	30,2	80,3	13,0	2,5	93,8	4,2	100
Ind.	37,1	3,2	83,7	3,6	90,5	9,5	100
Autres	6,1	1,8	11,3	74,1	87,2	12,8	100
Sans emploi	26,6	7,0	26,6	8,1	41,7	58,3	100
Total	100	27,4	42,7	8,8	78,9	21	100

Source: ISTAT (selon citation de G. Blumer, *L'emigrazione Italiana in Europa*)

Comme il est expliqué dans le texte, 80,3% des travailleurs engagés précédemment dans l'agriculture (soit 30,2% du nombre total de travailleurs, avant le départ) retournent à l'agriculture.

83,7% des travailleurs engagés précédemment dans l'industrie y retournent également, etc. Cependant, parmi ceux qui étaient chômeurs avant leur départ (26,6%) seuls 41,7% trouvèrent un emploi, alors que la grande majorité (soit évidemment 58,3%) se sont trouvés sans travail à leur arrivée.

Tableau n° 4

Exode de familles paysannes ou de membres de familles paysannes

Régions	1961		1966		Variations (%)	
	Familles entières	Membres de familles	Familles entières	Membres de familles	Familles entières	Membres de familles
Nord	872	3.099	790	2.471	-10,5	-20,2
Régions centrales	261	923	243	750	-7,1	-18,7
Sud continental	493	1.761	445	1.366	-9,6	-22,4
Iles	185	621	153	462	-17,4	-26,6
ITALIE	1.811	6.404	1.621	5.049	-10,5	-21,2

Source: C. Aiello, "Esodo agricolo e ristrutturazione fondiaria", *Rivista di Economia agraria*, 1970.

Ceci est vrai même dans les régions d'émigration plus intensive qui, depuis dix ans, ont entamé un véritable processus de dépopulation. Mais à ce stade, il faut être plus précis et délimiter plus nettement en quelles zones principales le Sud de l'Italie peut être divisé, ce qui permettra de comprendre les différentes conséquences sociales de l'émigration.

Bien qu'on puisse la considérer comme une entité historique, l'Italie du Sud s'articule en deux régions (une très grande région qui couvre plus de 80% de la surface totale et une plus petite) qui diffèrent au point de vue de leurs caractéristiques agronomiques et socio-économiques et de leurs perspectives de développement. La distinction entre ces deux principales réalités, surtout en ce qui concerne leur rôle dans le développement économique, a été faite, pour le secteur agricole exclusivement, par M. Rossi-Doria. Employant une métaphore qui a eu beaucoup de succès au cours des années suivantes, il a appelé la première région, la plus pauvre, "l'os", et la seconde, plus riche et plus apte au développement, "la viande maigre".

Etant donné que les investissements industriels ont été concentrés dans cette seconde région, cette distinction peut aujourd'hui s'appliquer non seulement à l'agriculture mais à toute l'économie méridionale.

A cause du modèle dualiste sur lequel l'économie italienne s'est développée, et de la stricte interdépendance de ces deux réalités, on a pu longtemps penser qu'il n'y avait qu'un Sud. Mais l'évolution la plus récente du développement économique italien, accompagnée d'une révision des critères d'intervention, a peu à peu mis en évidence les différences internes qui existent dans la structure économique et sociale du Sud de l'Italie. L'émigration elle-même est un indicateur de ces différences. Si l'on examine l'émigration du point de vue de la provenance des émigrants, on peut distinguer deux régions principales:

a) celle qui comprend les endroits où le processus de dépopulation a été le plus intensif et qui continueront à se dépeupler à l'avenir. Pour les plus pauvres de ces régions il vaut mieux parler de possibilité d'émigrer, plutôt que de **propension à émigrer** (comme le font de nombreux sociologues). Dans les provinces les plus centrales et les plus montagneuses en particulier, les seules résistances à l'émigration sont d'ordre purement individuel. L'effet de poussée y est si fort qu'en général **ceux qui le peuvent émigrent**. Les plaines et les centres urbains constituent pour ces régions du Sud un débouché migratoire interne supplémentaire. En termes géographiques, selon la distinction mentionnée plus haut, ces régions correspondent à "l'os" du Sud;

b) celle dans laquelle l'émigration représente très souvent un choix second pour ceux qui n'ont pas pu "se tirer d'affaire" dans leur lieu d'origine. Dans cette zone sont entrepris les processus de restructuration les plus intensifs. Les efforts des travailleurs refoulés du secteur agricole se portent sur la recherche d'un emploi dans les industries nouvellement créées ou traditionnelles (construction et industries alimentaires). Il est intéressant de remarquer que le travail agricole à temps partiel est extrêmement répandu. Mais cela ne constitue pas une étape transitoire entre l'agriculture et l'industrie, mais une situation plus ou moins devenue une institution et exprimant le besoin d'activités non agricoles (même irrégulières ou saisonnières), afin de remédier à l'insuffisance du revenu

paysan, tout en se gardant contre la précarité des emplois qui ne se rattachent pas à la terre.

L'émigration montre ici l'incapacité de l'économie actuelle, dont le but est seulement de réaliser le profit maximum, à donner des débouchés aux travailleurs qui cherchent une situation stable chez eux. Les conséquences sociales de ce type de choix économique ont été assez lourdes. Depuis 1968, ces régions ont été le théâtre de violents conflits sociaux, comportant des signes de révolte et une grande participation de masse.

Conclusions

Ce qui vient d'être dit soulève de graves problèmes au sujet de l'avenir des migrations italiennes. Il est clair que l'équation "développement économique = fin de l'émigration", qui a servi de base à la propagande officielle, a perdu tout crédit, surtout pour les populations intéressées. Ce point de vue officiel tendait à présenter l'émigration comme un sacrifice nécessaire mais enrichissant et surtout limité (ou limitable dans le temps). La reprise de l'émigration vers les pays d'outre-mer (par exemple l'Australie), qui rappelait tristement le passé, a montré à quel point cette théorie était fautive. La réapparition de ce débouché migratoire et les causes qui l'ont provoquée n'ont pas encore reçu toute l'attention nécessaire.

Comme on l'a vu, l'émigration vers d'autres pays européens a été fondamentalement conditionnée dans son entité, ses formes et son évolution par les événements politiques et économiques qui se sont produits dans les pays d'immigration, alors qu'en même temps l'effet de poussée exercé dans les régions abandonnées peut, avec certitude, être considéré comme constant. Cependant, une des causes de cet effet de poussée a subi une modification: cet effet n'est pas seulement dû à une situation stagnante mais aussi à la dynamique des facteurs économiques et sociaux du contexte d'origine. Ces facteurs endogènes, accompagnés de la précarité croissante de la situation des travailleurs italiens qui avaient déjà émigré en Europe, ont provoqué la renaissance de ce débouché d'outre-mer. Mais ce phénomène ne peut être évalué, au moins à l'époque actuelle, en simples termes quantitatifs.

Par exemple, à ce phénomène se rattache la détérioration de "l'aspect transitoire" de l'expérience migratoire qui a été un des traits dominants de l'émigration en Europe. Mais cette détérioration ne se produit pas à la même vitesse dans la conscience des gens et dans la réalité économique. C'est ainsi qu'au cours de ces dernières années l'échec (surtout dans les petites fermes) d'investissements réalisés grâce à l'épargne de dures et longues années d'émigration en Allemagne ou en Suisse, a stimulé - après quelques années de déception - le départ définitif de familles entières vers l'Australie ou le Canada.

Etudiée dans cette nouvelle optique, c'est-à-dire non seulement comme l'effet d'une situation chronique de sous-développement, mais aussi, au moins en partie, comme l'effet d'un type particulier de développement, l'émigration italienne actuelle cesse d'être un phénomène qui peut être analysé séparément. Beaucoup plus qu'autrefois, elle fait partie d'un tableau très complexe, de sorte qu'on